

Le Mouvement des Femmes Unir (MFU) lancé Samedi dernier à Kpalimé



Le bureau national du MFU

P.5

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°555 du 04 Décembre 2017
Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Foire Internationale de Lomé :

Le groupe TOGO TELECOM au cœur de l'événement



P.7

TOGO/LA CLASSE POLITIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS :
Que peut-on espérer du dialogue en vue ?

P.4

L'INCONSTANCE DANS LES PROPOS DU CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION :
Malgré la tenue imminente du dialogue, Fabre réclame le départ de Faure

P.3

POUR FACILITER LE RECOUVREMENT DE SES CONTRIBUABLES VIA T-MONEY :
L'OTR met le M-TAX à l'actif des conducteurs d'engins

P.2

Révolution électrique de Faure Gnassingbé au Togo : Après Akparé, Kpalimé et Assoukoko, ... Awagomé à l'honneur

P.3



Le projet "CIZIO" opérationnel



Faure Gnassingbé s'offrant un bain de foule

Visite du chantier Notsè-Tohoun : Le ministre Ninsao Gnofam note une satisfaction de l'état d'avancement des travaux à 70%

P.6



Pour faciliter le recouvrement de ses contribuables via T-Money :

L'OTR met le M-TAX à l'actif des conducteurs d'engins

L'office Togolais des Recettes (OTR) a depuis quelques temps avec le perfectionnement de son outil informatique engagé pas mal de modernisation pour faciliter la vie aux contribuables.

Cette facilitation se confirme aujourd'hui encore avec l'utilisation du M-TAX pour le paiement des impôts via T-money qui est un moyen sûr, fiable et crédible. C'est dans cette perspective que ce nouveau produit a été lancé le mercredi 29 novembre 2017 au siège de l'office par les premiers responsables de l'OTR en collaboration avec ceux de Togo-Cellulaire.

La cérémonie a été présidée par M. Tchodié Kokou, Commissaire des services généraux à l'OTR en présence de M. Adoyi Essowavana, Commissaire des Impôts à l'OTR et M. Bawbady Ago Bazaa, Directeur commercial et Marketing de Togo cellulaire.

Le " M-TAX " est un nouveau moyen de paiement de l'impôt sur le Revenu des Transports



Une vue de l'assistance lors de la rencontre



La table d'honneur lors du lancement

Routiers (IRTR) par mobile. C'est un dispositif réalisé avec l'opérateur Togo Cellulaire via la plateforme T-Money pour permettre aux conducteurs d'engins comme par exemple les taxis-motos, communément appelés " zémidjan ", de s'acquitter de leurs impôts.

En lançant ce moyen sûr qui est le T-Money, l'OTR à travers cet outil veut faciliter la tâche aux conducteurs de tout engin en réduisant leur coût de déplacement et de leur éviter la queue

tout le temps et enfin de les amener à gagner en temps. Pour le commissaire des impôts, le téléphone mobile joue un grand rôle dans les opérations de transactions financières permettant à tous les opérateurs économiques de pouvoir mieux effectuer leur opération.

Ainsi, ils ont pensé mettre ce nouveau moyen de paiement d'impôt à l'actif des conducteurs d'engin pour leur faciliter la vie. Pour les conducteurs de taxi-moto avec qui ce lancement a eu

lieu, ils pourront payer 1250 FCFA par trimestre, soit 5000 FCFA comme montant forfaitaire annuel. Avec " M-TAX " un conducteur de taxi-moto peut lui-même gérer ses paiements via T-Money.

Il peut au lieu de d'attendre un trimestre pour aller payer 1250 FCFA, avoir la possibilité de morceler son paiement et de payer d'une façon aisée. Il suffit seulement pour le conducteur d'avoir de l'argent sur son compte T-money.

Cet outil permettra aux conducteurs d'engin de remplir convenablement leurs obligations à moindre coût, et de gagner en temps.

Pour le Directeur Commercial et Marketing de Togo Cellulaire, cet outil apporte une solution à l'OTR, pour faciliter le recouvrement de ses contribuables. Pour y accéder, il suffit de composer *104*6*5*2#, et de lancer pour avoir des instructions.

Elom

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème} Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités

CETEF - LOME
BP: 10056 LOME - TOGO
TÉL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cetef.tg / e-mail: ceteflome@cetef.tg

Thème : Le numérique au service des affaires

GROUPES TOGOTELECOM
SPONSOR OFFICIEL

no limit

Fidelity Assurance s.a.
ASSUREUR OFFICIEL

SAZOF

CEET

Ecobank

BANQUE POPULAIRE

ASKY

CORIS BANK

CANAL+

Révolution électrique au Togo :

Après Akparé, Kpalimé et Assoukoko, ... Awagomé à l'honneur

Le développement de tout pays passe absolument par les routes mais aussi et surtout par l'électrification du pays. Aucune activité économique ne peut se développer sans la lumière. Autrement, un peuple dans l'obscurité est un peuple sans ambition, sans sécurité, bref sans aucun germe de développement. Avec la révolution des routes déjà réussie, le président Faure Gnassingbé a compris l'important chantier auquel il faut désormais s'attaquer qui est l'électrification du pays. A travers ses actes, Faure Gnassingbé est en train de réussir le pari de son mandat social.

Après l'étape d'Akparé dans la préfecture de l'Ogou, d'Assoukoko à Blitta et à Kpalimé, où il avait posé des jalons pour l'accessibilité des populations aux services socio-économiques de base, le chef de l'Etat était samedi dernier à Awagomé dans la préfecture de l'Ogou dans sa vision de développement du pays. Dans cette localité, il a procédé au coup



Le projet "CIZIO" opérationnel

d'envoi du projet "CIZO" destiné à l'électrification rurale par kits solaires individuels.

A Awagomé où ce lancement des opérations du fournisseur BBoxx a eu lieu, le chef de l'Etat a été accueilli par une foule en liesse venue témoigner son soutien à sa politique de développement. Dans le cadre de ce projet très alléchant, le gouvernement a signé avec la société britannique BBoxx, un accord de partenariat pour la fourniture de 300.000 systèmes solaires domestiques.

Les populations de cette localité qui ont bénéficié de ce projet "CIZO" pourront ainsi recevoir de l'électricité, brancher une télévision ou charger un téléphone. Plus précisément, 2.500 résidents du village d'Awagomé seront raccordés.

C'est une initiative qui vise à fournir de l'énergie pas chère et de bonne qualité à 2 millions de foyers. Les kits se présentent sous la forme d'un panneau solaire relié à une batterie qui donne accès à une énergie renouvelable



Faure Gnassingbé s'offrant un bain de foule

et décentralisée pouvant être utilisée comme solution d'éclairage avec lampes LED et pour faire fonctionner de petits appareils électriques (poste de radio, de télévision, etc.) ou pour recharger des téléphones. Le paiement s'effectue par mobile. Sur cette période, 9000 emplois dont 5000 directs seront créés.

En effet dans le cadre de ce projet, l'Etat togolais a mis en place un réseau national d'agents de distribution de monnaie électronique pour la Poste, et créé

cinq académies solaires régionales pour la formation de 2500 techniciens. Selon les informations, toute l'opération mobilisera un investissement de plus de 68 milliards de FCFA sur 5 ans, essentiellement financé par des capitaux privés. Ce projet favorisera également la création d'emplois avec le taux d'électrification en zone rurale qui passera d'ici 5 ans de 7% à plus de 40%.

La BAD (Banque Africaine de Développement), via le Fonds des

Suite à la page 7

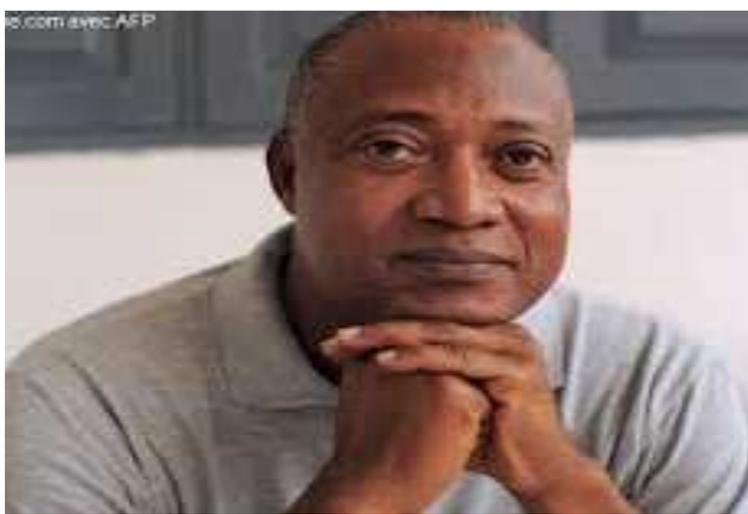
L'inconstance dans les propos du chef de file de l'opposition :

Malgré la tenue imminente du dialogue, Fabre réclame le départ de Faure

La crise que traverse le Togo depuis plus de trois mois a pris des proportions inquiétantes avec des discours aux antipodes de l'apaisement de certains leaders de l'opposition. En dépit des mesures d'apaisement prises par le gouvernement et l'implication de la communauté internationale dans la recherche de solutions, les manifestations politiques ne faiblissent pas. La semaine dernière, la coalition des 14 partis de l'opposition et ses militants étaient encore dans les rues pour la même ritournelle : retour à la constitution de 1992.

Face à cette crise qui secoue le pays, plusieurs voix non des moindres se sont élevées pour appeler les protagonistes au dialogue. La rencontre à Paris entre le président Condé et une délégation de l'opposition en est une illustration. Le 29 Août dernier, en marge du sommet UE-UA à Abidjan, le président Macron s'est prononcé sur cette crise en lançant un appel pressant à tous les acteurs d'aller aux urnes, la seule voie pour une confirmation démocratique ou une alternance.

Le président de la république française a estimé qu'il est important au Togo qu'il puisse y



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

avoir un cadre électoral dans lequel les oppositions aient la possibilité de s'exprimer.

Pour Emmanuel Macron, il faut aller aux urnes avec un processus électoral qui doit faire l'objet d'un contrôle pour s'assurer de sa sincérité et permettre soit une confirmation démocratique, soit une alternance. Le souhait le plus ardent d'Emmanuel Macron est de voir le peuple togolais s'exprimer librement. Le chef de l'Etat Français a également émis le vœu que le cadre du pluralisme soit respecté et que les oppositions puissent faire valoir leurs arguments lors des joutes électorales.

Cette réaction du chef de

l'Etat Français loin de faire l'assentiment des acteurs politiques togolais a plutôt suscité des critiques acerbes de la part de l'opposition.

Vendredi dernier lors de ses sorties tonitruantes, le chef de file de l'opposition togolaise, Jean-Pierre Fabre, estime que le président français Emmanuel Macron est loin des réalités du Togo.

Dans ses propos incendiaires, le président de l'ANC, déclare que c'est le peuple qui réclame le départ de Faure Gnassingbé. Selon ses propres termes, le pouvoir incarné par Faure Gnassingbé doit s'en aller. C'est curieux d'entendre Fabre, chef

de file de l'opposition prononcer un tel discours après avoir accepté rencontrer le président Alpha Condé à Paris pour baliser la voie à un dialogue qui devrait s'ouvrir très prochainement. Cette inconstance de discours de Fabre a créé un tollé général au sein de l'opinion qui se demande si réellement l'opposition veut aller au dialogue ?

En acceptant rencontrer le président Guinée à Paris, l'opposition a déjà donné son aval pour un probable dialogue destiné à la décrispation de la crise. Cependant, avec l'inconstance de discours de Fabre qui manifeste sa volonté d'aller au dialogue en réclamant le départ de Faure, l'immense majorité des Togolais redoutent que cette position ne vienne porter un coup dur au bon déroulement des discussions. Certes, l'opposition avant de prendre part au dialogue a posé des préalables que le pouvoir est en train de respecter en prenant des mesures d'apaisement.

Mais l'exigence de voir le chef de l'Etat Faure Gnassingbé quitter le pouvoir avant la fin de son mandat qui s'achève en 2020, prouve à suffisance que l'opposition veut une chose et son

contraire.

Dans les préalables de l'opposition, il n'est jamais fait cas du départ immédiat de Faure Gnassingbé avant toute discussion. Fabre cherche à retarder les choses en s'appuyant sur le peuple. Il est temps que le peuple soit fixé sur la réelle motivation de l'opposition qui donne son quitus pour le dialogue et qui de surcroît demande le départ immédiat de Faure Gnassingbé. Dans une démocratie qui se veut inclusive, le processus démocratique passe nécessairement par les élections et non par un appel à la rue ou à la sommation de voir un président en cours de son mandat rendre sa démission sans aucune forme de procès.

Aujourd'hui, tout le peuple Togolais aspire au changement mais que celui-ci respecte les normes démocratiques. Fabre, au lieu de critiquer vertement le président Emmanuel Macron qui n'a fait que donner son avis sur la situation politique au Togo, ferait mieux de revoir ses états d'âme pour ne pas créer des attermoissements autour de ce dialogue tant voulu par le peuple togolais.

Nouvelle Opinion

Togo/La classe politique à la croisée des chemins :

Que peut-on espérer du dialogue en vue ?

Le dialogue annoncé par le gouvernement et attendu par les populations en vue d'un climat politique apaisé ne tardera pas à s'ouvrir si l'on s'en tient aux déclarations des acteurs de la crise. Tous les regards impatients sont désormais tournés vers cette ouverture du dialogue. Le commun des mortels attend de ces prochaines discussions une solution définitive à la crise sociopolitique togolaise indispensable à une stabilité politique durable.

Mais la question que tout le monde se pose à ce jour est de savoir ce qu'il y a lieu d'espérer à l'issue de ce dialogue. A cette question, les réponses varieront d'un citoyen à un autre selon la tendance politique. Naturellement, aller à un dialogue suppose être en mesure d'accepter des concessions, c'est-à-dire, de gagner mais en même temps, de perdre une partie ce que l'on a comme position au départ.

Il est ici important alors de rappeler que du côté de l'opposition, l'on revendique le retour à la constitution de 1992 avec l'application immédiate de la limitation du nombre de mandats à deux, le vote de la diaspora et la révision du



Atcholi Aklesso, UNIR

Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

cadre électoral. Cependant, la revendication principale autour de laquelle gravitent les autres, c'est-à-dire, la limitation de mandat avec effet immédiat s'oppose à la thèse que développe le parti au pouvoir, celle de la non-rétroactivité de la loi qui autorise le président actuel à se présenter de nouveau à la prochaine élection présidentielle après une éventuelle adoption de la loi portant limitation de mandat à deux.

Cette incompréhension a conduit à un projet de référendum que le gouvernement a trouvé plus opportun pour une sortie de crise. Mais vu que les incompréhensions continuent de

prendre de l'ampleur malgré cette voie référendaire, le gouvernement et le parti UNIR ont compris que la meilleure voie reste celle du dialogue, une voie qu'encourage l'opinion publique et la communauté internationale.

Pour favoriser un climat de sérénité propice à l'ouverture des discussions, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures d'apaisement dont la libération d'une partie des détenus arrêtés au cours des dernières manifestations, la libération des motos, la levée du contrôle judiciaire sur la personne de Jean-Pierre Fabre. Tout récemment, il a été égale-

ment décidé la levée de l'état de siège sur la ville de Sokodé. Mais pour l'instant, l'opposition par la voix de certains leaders se dit également prête pour le dialogue sans pour autant se prononcer sur ce qu'elle pense des préalables qu'elle a toujours posés à la veille de toutes discussions.

Plusieurs voix de la coalition des 14 partis de l'opposition parlent de la nécessité de libérer tous les détenus arrêtés lors des manifestations et la levée de siège sur les autres villes de l'intérieur du pays, à savoir la ville de Mango et de Bafilo avant une quelconque participation aux discussions,

mais des indiscretions au sein de la coalition annoncent également que le gouvernement a marqué déjà des pas et que l'opposition pourrait accepter de s'asseoir à la table de négociation tout en discutant de ces questions de préalables non satisfaits.

Sur ce point, on se souvient également que la communauté internationale, notamment le département d'Etat américain et la France avaient préconisé à toutes les parties une ouverture rapide du dialogue inter togolais sans préalables. Plusieurs tentatives des pays frères de la CEDEAO en vue de la facilitation des discussions ont également connu beaucoup d'évolution selon les différentes déclarations des uns et des autres sur les médias.

C'est dans ce contexte que les Togolais attendent avec impatience l'ouverture du dialogue et une sortie de crise honorable. Ceci dit, il est en effet à espérer, dans les règles de l'art, qu'un compromis politique gagnant-gagnant soit trouvé au sortir des discussions, c'est-à-dire que l'opposition comme le pouvoir accepte perdre en partie ce qu'ils brandissent comme position campée avant le pourparler.

Qu'est-ce que l'opposition va accepter perdre et que va céder le pouvoir en place ? La question reste posée. Mais seule la fin du dialogue et l'intérêt que chaque partie accorde à la nation tout entière pourront contribuer à la résolution définitive de la crise que traverse le pays.

Apo

Processus de réconciliation:

Le HCRRUN rend publique la liste des premières victimes à indemniser

Dès son accession à la magistrature suprême, Faure Gnassingbé a mis en place la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) pour faire l'état sur les événements à caractère politique qui ont secoué le Togo de 1958 à 2005.

Aux termes de sa mission, la CVJR avait recommandé l'indemnisation des victimes dans le rapport remis au président de la République. Le chef de l'Etat a donc créé le Haut-commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) chargé de poursuivre l'œuvre de la CVJR avec pour mission essentielle de pouvoir verser les compensations et indemniser les victimes et jeter les bases réelles d'une réconciliation nationale. En novembre dernier, le HCRRUN avait tenu une réunion à Lomé avec les représentants des institutions, les dif-



Mme Awa Nana Daboya, présidente du HCRRUN

férents départements ministériels, le Comité de Gestion du Fond spécial d'indemnisation, l'ONG Aimes Afrique et les différents acteurs impliqués dans ce processus. Au cours de cette rencontre, Mme Awa Nana, présidente de cette institution avait annoncé que la phase des indemnisations débutera à partir de mi-décembre.

Joignant l'acte à la parole,

la semaine dernière, le HCRRUN a rendu publique, comme prévu dans son chronogramme, la liste des premières victimes à indemniser dans le cadre de ce programme de réparations.

Pour cette première phase, elles sont au nombre de 137 identifiées comme victimes vulnérables, telles que recensées par la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).

Cette liste est affichée au siège du HCRRUN à Lomé et dans les chefs-lieux de région. Le HCRRUN informe en outre que des dispositions ont été prises avec les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et locales en vue du convoiement de ces victimes à Lomé, pour leur prise en charge psycho-médicale, ainsi que de leur indemnisation.

Afin de se faire identifier, ces victimes devront se munir d'un passeport, d'une carte d'identité nationale, d'une carte d'électeur, d'un permis de conduire ou de tout autre document portant une photo d'identité.

Pour cette phase de réparation, le gouvernement a doté le HCRRUN d'une enveloppe de 2 milliard de FCFA.

Rappelons que, sur la période de 1958 à 2005, 22 000 victimes ont été recensées par la CVJR.

Junior

Nouvelle OPINION
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAVée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
 Agbékponou Junior

Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie:
 IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :
 2.000 exemplaires

Crise dans l'Education :

Les enseignants vont de nouveau en grève pour 4 jours

Le premier trimestre de l'année scolaire tire progressivement à sa fin. Bientôt les compositions auront lieu après trois mois de cours selon le découpage trimestriel. Malheureusement, depuis la rentrée scolaire 2017-2018, les enseignants sont en grève perlées de deux, trois ou quatre jours dans la semaine. Cette situation fait que dans plusieurs établissements scolaires publics, les enseignants, selon nos enquêtes n'ont pas du tout avancé dans le programme d'enseignement. Quelques élèves interrogés parlent même de cahiers pratiquement vides à cause des grèves répétées des enseignants.

Et à l'heure où les parents d'élèves et les partenaires de l'éducation attendaient l'ouverture des discussions pour mettre fin à ses mouvements de débrayages répétés des enseignants, c'est plutôt à une nouvel-



Le PM Klassou

Atsu Atcha, Coord. de la CSET

le grève de quatre jours à compter de demain mardi qu'on assiste.

Nos investigations auprès des responsables syndicaux révèlent en effet qu'un courrier sur demande du premier ministre a été envoyé à ce dernier la semaine dernière pour deux raisons : d'abord pour demander la copie du statut particulier et ensuite pour revendiquer l'ouverture des discussions sur les montants et le taux de la prime

unique à accorder aux enseignants de même que pour exiger que les autres promesses liées à la plateforme revendicative soient concrétisées.

Les mêmes sources précisent qu'en lieu et place de la réponse du Premier ministre attendue au cours de la semaine, c'est plutôt le cabinet du ministère des enseignements primaire et secondaire et de la formation professionnelle qui a joint les organisations syndicales pour

une séance de travail le mercredi prochain.

A la question de savoir pourquoi aller encore en grève au lieu d'attendre l'issue de la prochaine rencontre avec le cabinet, les syndicats contactés estiment qu'ils n'ont reçu aucune réponse au courrier adressé au premier ministre car l'appel téléphonique venant du ministère n'a rien à voir avec la réponse du chef du gouvernement qui a lui-même fait comprendre qu'il suffisait de lui adresser une lettre pour pouvoir obtenir la copie du statut particulier.

" Nous avons prouvé notre bonne foi en accordant un moratoire d'une semaine malgré l'opposition de notre base, mais nous avons été déçus. Nous n'avons eu ni la copie du statut particulier comme promis, ni la réponse du premier ministre.", nous a indiqué l'un des Secrétaires Généraux des

fédérations signataires du mot d'ordre de grève.

D'après nos enquêtes, il ressort que les bureaux des fédérations signataires des mots d'ordre de grève subissent une grande pression de leur base qui ne veut plus entendre parler de trêve. Des indiscretions révèlent d'ailleurs que la trêve marquée la semaine écoulée a provoqué des débats houleux au sein de plusieurs organisations syndicales.

C'est ici qu'il faut alors comprendre la nécessité d'une ouverture rapide des discussions franches pour sortir l'école togolaise de cet otage dont elle souffre depuis ces dernières années. Ceci vaut autant pour l'avenir des apprenants que pour l'image de notre pays qui doit pas passer tout son temps à résoudre des crises.

La Rédaction

L'opposition dans les rues, la Majorité s'appête pour la conquête du terrain :

Le Mouvement des Femmes Unir (MFU) lancé samedi dernier à Kpalimé

Après la tenue du premier congrès statutaire du parti Union pour la République (UNIR) qui s'est déroulé les 28 et 29 octobre dernier à Tsévié où un bureau national a été mis en place, c'est le tour des femmes du parti de se prêter au même exercice.

A Kpalimé où le congrès s'est déroulé, elles étaient plus de 600 déléguées venues de presque toutes les préfectures du pays à prendre part aux travaux qui ont eu lieu le 1er et 2 décembre 2017. Ouvert par le Président de l'Assemblée Nationale représentant personnel du Président Fondateur Faure Gnassingbé, ce premier congrès statutaire dont le thème est : " la paix, gage du développement économique et socio politique de la femme " entend rassembler toutes les femmes quelques soient leur tendance, afin qu'elles puissent entre elles mener des discussions pour leur émancipation politique et sociale.

Les travaux de ce premier congrès statutaire ont démarré par une prière d'ouverture. Prière dirigée par l'Évangéliste Mensah qui a confié l'assistance et tout le Togo dans les mains du seigneur surtout en cette période où le pays traverse des



Une vue de l'assistance lors du congrès

moments difficiles. Après cette prière d'ouverture une minute de silence a été observé en mémoire des militants et militantes qui ne sont plus de ce monde et qui se sont donnés à fond pour la cause du parti et du pays tout entier.

Dans son mot d'ouverture le représentant du Président Fondateur du parti UNIR a tout d'abord salué et félicité ces militantes pour leur loyauté, leur engagement et endurance aux côtés du Président fondateur du parti pour l'atteinte de ses objectifs et de celui du parti.

Pour lui, ce premier congrès des femmes revêt une importance particulière car UNIR reste et demeure un parti d'inclusion qui véhicule un message de tolérance et d'acceptation de l'autre, vertus indispen-

sables pour la paix. C'est un parti qui selon lui, entend promouvoir l'immense potentiel des filles et femmes du Togo, de tous les âges et de toutes les couches sociales, appartenant à toutes les catégories socio-professionnelles. C'est un parti qui a pour ambition de conduire les réflexions et les actions des membres et sympathisants en vue de l'affermissement de l'Etat de droit ainsi que la réalisation de l'idéal démocratique et républicain pour assurer une prospérité et un mieux-être partagés et durables pour tous les togolais et togolaises. Ce sont là des valeurs que le Président fondateur veut imprégner aux femmes du parti sans distinction de classe sociale ni ethnique en organisant ce congrès.



Le bureau national du MFU

Pour ce congrès qui a réuni 600 déléguées, les militantes disent non à la destruction des édifices et déplorent tout acte de violence en cette période de crise que traverse le Togo. Elles restent déterminées et engagées à toujours œuvrer aux côtés de leur Président fondateur pour la préservation des acquis du pays.

Dans la dynamique de redéfinir de nouvelles orientations dans l'atteinte des objectifs futurs et pour assurer le renforcement des institutions démocratiques ainsi que la bonne gouvernance, le Mouvement des Femmes UNIR (MFU) a mis en place un bureau de onze membres avec à sa tête la Déléguée nationale Mme LAWSON Kayi Raymonde.

Dans son mot, elle a expli-

qué que la mission qui lui est assignée à la tête du mouvement est lourde mais serait réalisable grâce à l'apport de toutes ses consœurs déléguées et de l'ensemble de militants et militantes du parti. Pour les grands chantiers qui attendent ce nouveau bureau du mouvement, elle a signifié que des actions seront menées par le parti car le mouvement agit en concordance avec le parti national. Mais il y aura selon elle des actions spécifiques qui seront fait en l'honneur des femmes pour leur émancipation. Les défis certes sont nombreux mais à voir l'équipe dirigeante de ce MFU, il ne fait l'ombre d'aucun doute qu'avec la détermination dont ces différentes femmes ont fait preuve, de grands records

suite à la page 7

Visite du chantier Notsè-Tohoun :

Le ministre Ninsao Gnofam note une satisfaction de l'état d'avancement des travaux à 70%

Depuis quelque temps, le Togo s'est lancé dans la politique des grands travaux dans le but de booster le développement économique du pays. C'est à travers cette vision que le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a, au cours de son mandat, procédé au lancement de différentes voies dans presque que toutes les préfectures du pays. Parmi ces voies figure celle de Notsè-Tohoun à moins de 57km dont le premier coup de pioche a été donné le 20 février 2015 par le Président de la République. Aujourd'hui ces travaux avancent à grand pas et font la fierté des populations riveraines et environnantes. Le ministre des Infrastructures et des transports, Ninsao Gnofam, pour se rassurer de cette avancée a fait une descente de terrain le vendredi 30 novembre dernier avec une équipe technique de l'entreprise des BTP Midnight Sun.

Le ministre, en visite sur le chantier a exprimé son sentiment de satisfaction vu le travail abattu par cette entreprise. Après de nombreuses difficultés d'ordre financier et technique relevées sur la période d'exécutions de ces travaux, il faut avouer que Midnight Sun s'est illustrée positivement pour que le chantier soit livré dans les délais requis.

Les difficultés connues dans ce chantier avaient donné un coup d'arrêt à l'exécution des travaux au grand mécontentement des usagers et riverains de la voie. Mais le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, fidèle à sa politique de grands travaux et d'écoute de la population a décidé par l'intermédiaire du ministre des infrastructures, de poursuivre les travaux de bitumage de ce tronçon. Et c'est la société Midnight Sun du Consul Sossou, qui a été rappelé à poursuivre les travaux pour avoir fait ses preuves de professionnalisme dans les BTP.

Au départ, trois entreprises de travaux publics dont celle du Consul de la Slovaquie au Togo, Victor SOSSOU ont été retenues par le gouvernement pour exécuter les travaux de bitumage de cette voie. Chacune avait l'obligation de respecter son cahier de charge qui lui était confié. Mais force est de constater que deux de ces entreprises ne répondaient pas aux exigences du gouvernement.

Ainsi le ministère des travaux publics dont la responsabilité est de veiller à ce que les travaux s'exécutent dans les normes a décidé que la troisième entreprise Midnight Sun qui a su



Une vue de la route en chantier

respecter son cahier de charge grâce à son professionnalisme puisse prendre en charge la finalisation de cette voie. Une décision qui en amont a fait grincer beaucoup de dents mais qui selon le Ministre des travaux publics se justifie aujourd'hui par l'état d'avancement des travaux qui est à 70% grâce à l'expertise, au dynamisme du personnel et de l'équipement de dernière génération que dispose Midnight Sun qui est une entreprise locale.

C'est l'occasion pour le directeur général de Midnight Sun, Victor Sossou d'exprimer une fois encore sa reconnaissance aux autorités togolaises qui ont su placer leur confiance à son entreprise dans la réalisation de ces travaux. Il n'a pas manqué de les remercier pour cette possibilité qui lui a été offerte

pour faire valoir les preuves de son entreprise.

Aujourd'hui avec le redémarrage de ce chantier qui lui tient à cœur, il a promis exécuter les



Vue du chantier

travaux avec professionnalisme pour le terminer dans les



La délégation ministérielle suivant les explications des experts

plus brefs délais et dans la qualité totale. Sur ce, en sa qualité de PDG de l'entreprise, des dispositions ad hoc, ont été prises pour multiplier les équi-

tifs qui leur ont été assignés.

Au regard du constat selon lequel cette route traverse le Ghana, le Togo et le Bénin trois pays de la CEDEAO, il a promis de respecter les normes qui régissent la commission technique de la CEDEAO.

A la grande satisfaction du ministre Ninsao Gnofam après avoir constaté de près l'état d'avancement des travaux, il reste convaincu que cette route sera bientôt ouverte au grand désir des populations d'Assrama et de Tohoun ; populations avec qui il s'est entretenu durant la visite. A eux, il leur a réitéré toute sa disposition afin que cette route qui fait partie des projets de développement et de croissance du Chef de l'Etat devienne une réalité.

La Rédaction

Trois jours de manifestation de l'opposition:

Le ministre Yark fait le point

Les 29, 30 novembre et 02 décembre dernier, la coalition des quatorze (14) partis de l'opposition a une fois de plus manifesté dans les rues de la capitale et dans quelques villes du pays. Trois jours de marche sans grand incident de la part des manifestants que des forces de sécurité.

Preuve que le gouvernement et les organisateurs de ces marches parlent le même langage qui est celle " d'une marche pacifique et de non-violence " pour une sortie de crise.

Au premier jour des marches c'est-à-dire le mercredi organisateurs, manifestants et force de l'ordre ont fait preuve de responsabilité pour respecter les instructions et les directives données par le gouvernement. Ce qui a été aussi respecté à l'intérieur du pays où seules Vogan, Kpalimé, Anié ont répondu à l'appel de la coalition.



La table ; on reconnaît le, au milieu, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Col Yark Damehame

Au second jour, que ce soit à Lomé où ailleurs dans les autres villes du pays comme Tabligbo, Assahoun, Anié, Kpalimé, Badou et Guérin Kouka, aucun incident majeur n'a été enregistré comme au ce fut le cas au premier jour.

Le ministre Yark a saisi l'occasion pour appeler les responsables politiques à plus de responsabilité afin que les manifestations gardent un caractère pacifique.

Lors du bilan de ce 2ème jour, le ministre togolais de la Sécurité, Yark Damehame, a salué le comportement civique

des manifestants et a adressé ses félicitations aux différents acteurs qui ont contribué à une telle manifestation pacifique, sans grand incident sur toute l'étendue du territoire togolais.

Au-delà de ces félicitations, le ministre Yark est revenu sur cette question d'Etat-Major qui a fait le tour des différentes plateformes. Une chose que les manifestants et les responsables de l'opposition ont qualifié de blocus.

Pour le ministre Yark, ce lieu reste et demeure une zone militaire, raison pour laquelle une déviation a été érigée pour tous

ceux qui viennent d'Agoè, les jours des manifestations pour vaquer à leur occupation.

Pour lui, si cette décision a été prise, c'est pour des mesures sécuritaires et ce n'est pas le lieu de se prêter aux différentes intentions des gens.

Revenant sur les cas de Sokodé et Bafilo, le ministre Yark a indiqué que l'heure n'est pas aux manifestations dans ces villes d'autant plus qu'à Sokodé, les armes emportées sont toujours introuvables.

Kodjovi

Foire Internationale de Lomé :

Le groupe TOGO TELECOM au cœur de l'évènement

La Foire Internationale de Lomé (FIL) bat son plein depuis le 24 novembre dernier sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) "Togo 2000", avec un programme d'activités. Le Groupe TOGO TELECOM, sponsor officiel de cette quatorzième édition n'est pas resté en marge de cette grande messe économique internationale de promotion des produits et services.

En effet, le 02 décembre passé lors de la journée dédiée au groupe, la presse, les partenaires, les visiteurs, pour ne citer que ceux-là, ont été conviés à une conférence-débat placé sous le thème : " le groupe TOGO TELECOM au service du numérique ".

Une problématique en lien avec celle du numérique au service des affaires retenue cette année. Trois principaux aspects ont été présentés à travers ce thème à l'assistance par messieurs Laurent KOUFESSI et AMEGAN de TOGO TELECOM, à savoir le numérique aujourd'hui,



Les officiels lors de la rencontre



La visite du stand de TOGO TELECOM

la mission du groupe dans le développement du numérique au Togo et le groupe Togo Télécom à la foire.

On y retient que le numérique a envahi de nos jours tous les domaines d'activités avec une telle expansion au point que nul ne peut résister à cette vague, surtout avec la nouvelle génération d'objets connectés dont les applications révolutionnent le monde du numérique.

Pour être à ce rendez-vous, le groupe TOGO TELECOM a une

triple ambition pour parvenir au numérique. D'abord, bâtir une infrastructure moderne et complète qui va servir ensuite offrir une kyrielle de services facilitant les affaires.

Il s'agit des offres haut débit comme la fibre optique à domicile actuellement accessible en exclusivité à Agoè et Baguida à partir de 35000 FCFA/mois. Les forfaits ADSL chez vous (Internet à domicile à partir de 25000 FCFA) et ADSL Pro (Internet en entreprise à partir de 65000

FCFA), de même l'annuaire du Togo et le cyber zone wifi public n'étaient pas du reste.

La échantillonnage des activités est enfin une ambition du groupe avec de récentes usages du paiement mobile par TMOONEY, à l'instar du paiement des subventions des intrants agricoles par les agriculteurs, du paiement des droits de douanes des véhicules d'occasion au port, du paie-

ment de l'impôt sur le Revenu des Transporteurs routiers, etc.

Des innovations facilitant la vie aux opérateurs économiques ou particuliers que le groupe TOGO TELECOM entend accompagner dans le développement des usages numériques. Il a dans ce sens sur le site de la foire, offert une vitrine et un espace à 14 start-up regroupées à la start-up corner. La start-up " Cash Pay " proposant une borne de paiement en espèces de commandes en ligne par exemple, a retenu l'attention de l'assistance par sa pertinence.

Les responsables du groupe, en l'occurrence M. Michel TAMAKLOE, directeur de la distribution et du marketing, en présence du DG du CETEF ont pu aussi apporter des éclaircissements aux questions que le public se pose, avant la visite des stands dédiés au groupe sur le site.

Junior

Révolution électrique au Togo :

Après Akparé, Kpallimé et ssoukoko, ... Awagomé à l'honneur

Suite de la page 3

énergies durables pour l'Afrique (SEFA), a approuvé en août dernier un don de 975.000 dollars en faveur du projet 'Cizo'. Cette révolution technologique lancée par le président Faure Gnassingbé se veut un programme d'incubation des jeunes togolais. Lors du lancement de ce projet " CIZO ", le chef de l'Etat avait lui-même rappelé qu'avec

cette initiative, plusieurs centres incubateurs seront ouverts aux jeunes togolais désireux d'acquiescer ou de renforcer des connaissances en installation et en maintenance d'équipements solaires.

C'est donc un canal qui vient à point nommé résorber tant soit peu le problème d'emploi auquel la jeunesse togolaise est confrontée. Au-delà d'apporter de la lumière à plus de deux millions de

Togolais d'ici 5 prochaines années, les habitudes et le bien-être des citoyens seront impactés.

Au demeurant, c'est une technologie révolutionnaire qui offrira à coup sûr un potentiel indéniabable pour améliorer l'accès de la population à l'électricité avec un système de plus en plus fiable et abordable pour les besoins des ménages.

Nouvelle Opinion

Lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme :

Le Fonds Mondial octroie 38 milliards de FCFA au Togo

Le jeudi 30 novembre dernier, une cérémonie de signature d'accords de subventions est intervenue entre le gouvernement togolais et le Fonds Mondial.

D'un montant de 57,6 millions d'euros, l'équivalent de 37,7 milliards de FCFA, ce financement couvre la période 2018-2020 et est destiné à lutter efficacement contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Le Premier ministre Komi Selom Klassou qui a signé le document d'accord, a exprimé, au nom du Président de la

République, Faure Gnassingbé, et de l'ensemble des populations bénéficiaires des effets de ces subventions, sa gratitude au Fonds mondial pour ses appuis multiformes qu'il n'a de cesse déployés au bénéfice du Togo.

Le Togo, à l'instar de tous les pays en développement, reste encore touché à des degrés divers par les maladies endémiques et transmissibles que sont le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Le chef du gouvernement a rappelé les mesures prises par les autorités nationales pour débarrasser le pays de ce

fléau. Dans le cadre de la lutte contre le VIH/sida, le chef de l'Etat a personnellement pris la présidence du Conseil National de Lutte contre le Sida (CNLS), rendant les médicaments antirétroviraux, antituberculeux et antipaludéens plus accessibles aux populations.

Lors de la signature de cet accord, le PM Klassou a réitéré l'engagement du gouvernement à accompagner, de façon appropriée, les acteurs de terrain pour que les objectifs assignés aux présentes subventions soient pleinement atteints.

Lynda Dalikou

Premier congrès statutaire du Mouvement des Femmes UNIR : Le Bureau national déterminé à engager des actions spécifiques en l'honneur des femmes pour leur émancipation

Suite de la page 5

seront encore à l'actif du parti aux prochaines joutes électorales qui se profilent à l'horizon. Voici la liste complète de nouveau de onze membres.

- Déléguée nationale du MFU : Mme LAWSON Kayi Raymonde

- Déléguée nationale adjointe du MFU : Mme TALAKI Bénédicte,

- Trésorière Générale : Mme MABLE Meyisso,

- Trésorière Générale adjointe : Mme YERIMA Bédélé,

- Déléguée chargée des affaires électorales, chargée de la mobilisation : Mme BAKALI KOLANI Yobate,

- Déléguée à l'administration et à l'organisation : Mme

TAKOUGNADI Alawan Christine,

- Déléguée à l'administration et à l'organisation adjointe : Mme AMADOU Lami,

- Déléguée à la communication et à l'information : Mme ATOEMNE MENSAH Agnélé Christine,

- Déléguée chargée de la coordination des sections préfectorales : Mme ASSIH Mamessile,

- Déléguée aux affaires associatives et culturelles : Mme ABOUDOULAYE Adjara,

- Déléguée aux affaires socio-économiques chargée du bien-être de la femme et de l'enfant : Mme M'BOMA Améyo.

Elom

SAMEDI 09 DÉCEMBRE 2017

07h :
Match de Football
Médias FC
Vs
Forces Armées Togolaises (FAT)

19h30:
Dîner de gala au Grand Rex de Lomé (sur invitation)

10^e
ANNIVERSAIRE
DES JOURNÉES
PORTES OUVERTES
de la Presse Togolaise
14^e édition

**JOURNÉES
PORTES OUVERTES**
de la Presse Togolaise
14^e édition

Siège : Maison de la Presse, Tokoin Trésor

BP : 81213-Lomé-Togo
Tél : (00228) 22 35 77 66
90 11 05 06 / 90 15 87 53
Email : conapptogo@gmail.com

Agora Senghor

jeuKD[©] T**MONEY**

**Utilisez TMoney
et Gagnez**
CHAQUE SEMAINE DE
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ
***145#**
ET FAITES VOS
TRANSACTIONS



PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

